

# La révolte des agriculteurs

Nous avons vu les panneaux renversés à l'entrée des villages, puis maintenant les tracteurs qui barrent les routes et aspergent les supermarchés ou les administrations agricoles de fumier.... Le monde agricole est très en colère.

## 1) la concurrence européenne

Le problème est qu'on met les agriculteurs français dans une série de contraintes qu'ils ne peuvent toutes respecter sans disparaître.

- **Contraintes européennes.** La première des contraintes est de devoir respecter les règles de la politique agricole commune européenne (PAC). Il y a un marché commun et les produits circulent sans taxes entre les pays. Il y a une idéologie verte en Europe qui veut la décroissance de la production agricole.
  - Le Règlement du Pacte Vert pour l'Europe (le **Green Deal**) demande de réduire le nombre de bovins de 12% (considérés responsables à 20% des gaz à effets de serre), et que 25% des terres soient utilisées pour le bio, d'ici 2030.
  - La **jachère** est imposée sur 4% (projet pour 10%) des terres agricoles au nom de la biodiversité. En quoi cette contrainte, qui nécessite en contrepartie plus d'importations de l'autre bout du monde (et donc plus de pollution), va-t-elle améliorer le bilan carbone mondial?
  - Bruxelles demande à ce que le **gasoil non routier (GNR)** ne soit plus subventionné par les Etats. Il est passé de 0.7 euros en 2021 à 1.60 aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il a plus que doublé.
  - Le **prix de l'énergie** a aussi doublé suite à la guerre en Ukraine, alors que l'élevage consomme beaucoup d'énergie (ventilation des étables, réfrigération du lait, machines de traite des vaches etc.).
  - Enfin, l'UE ne cesse d'accélérer le processus d'**adhésion de l'Ukraine**, dont les produits agricoles qui ont envahi les marchés d'Europe centrale et ont déjà conduit à [la ruine d'agriculteurs polonais et hongrois](#). La FNSEA a prévenu que l'entrée de l'Ukraine dans l'UE signerait la fin de l'agriculture française. La corruption endémique dans ce pays interroge sur le devenir des aides de la PAC.
  - Pour survivre, les agriculteurs sont donc **sous perfusion constante de subventions**. Aides à l'investissement, aides aux revenus de la PAC en fonction du nombre d'hectares cultivés ou de la taille du cheptel, aide à la conversion et au maintien en bio, aide à l'entretien des bocages... Encore faut-il pouvoir remplir une montagne de formulaires pour en bénéficier. En réalité, les plus gros agriculteurs sont souvent les seuls à capter les aides.
- **Contraintes françaises.** Il y a aussi en France des lobbies, notamment écologiques, qui imposent des contraintes supérieures à celles européennes.
  - Par exemple pour le **glyphosate**, l'UE a prolongé pour 10 ans son autorisation, mais le gouvernement français a cependant, sous la pression, pris des mesures de restriction. Mais il n'est pas interdit dans toute l'UE, et ceux qui l'utilisent bénéficient d'un gain de productivité. Sans parler des effets sur la santé des Français.
  - Il y a aussi toute une série de **produits phytosanitaires** qui sont autorisés dans certains pays et pas en France.
  - En France, on a le programme **Ecophyto 2030** de planification écologique, qui impose des tas de contraintes supplémentaires en termes de décarbonation, faites pour forcer les agriculteurs à s'orienter vers une agriculture bio plus saine, mais qui [manque actuellement de débouchés](#) (-13% en 2023), à cause de l'inflation qui a réduit le pouvoir d'achat des Français. Les agriculteurs qui s'y sont engagés et ont investi n'arrivent pas à rembourser leurs prêts. Le plan de soutien ne suffit pas.
  - Il y a une tendance à augmenter la fiscalité sur l'irrigation et sur l'utilisation de produits phytosanitaires.

## Concernant les syndicats agricoles:

- Les deux syndicats, **la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs**, focalisent leur opposition sur des mesures tournées vers la transition du secteur à des modes de production plus écologiques (taxe sur les pesticides, redevance sur l'eau, le Green Deal...). Pour la FNSEA, la solution aux problèmes posés par l'épuisement des sols, le changement climatique, la multiplication des épidémies ou la crise de la biodiversité se situe uniquement dans le progrès technique, à coup de drones, de digitalisation, de méga-bassines, de robotisation ou d'OGM. La FNSEA est accusée par un grand nombre d'agriculteurs de [défendre les intérêts des multinationales](#) au détriment des paysans, notamment par la voix de son président, Arnaud Rousseau, patron de la grande société agro-industrielle Avril (huiles Lesieur, Puget, ...) qui réalise 9 milliards d'Euros de chiffre d'affaires, et qui a négocié avec le gouvernement l'augmentation des taxes sur le GNR sur le dos des paysans...
- D'autres syndicats comme [la Confédération paysanne, la Coordination Rurale ou les CIVAM](#) ont ciblé les vrais adversaires du monde agricole: les distributeurs, les industriels de l'agro-alimentaire, les fermes-usines

étrangères et la FNSEA. Ils attirent de nombreux agriculteurs, bien qu'un grand nombre préfèrent rester indépendants des syndicats.

## **2) la concurrence internationale**

- Alors que les prix de l'alimentation ont bondi depuis deux ans, cette manne n'a pas « ruisselé » jusqu'aux agriculteurs et reste captée par les négociants qui spéculent sur les prix agricoles, **les industriels (abattoirs, laiteries, coopératives vinicoles ou céréalières) et la grande distribution (avec plateformes d'achat de denrées mondiales mises en concurrence)**: [entre fin 2021 et le deuxième trimestre 2023, la marge brute de l'industrie agroalimentaire est passée de 28 à 48%](#) ! Pendant ce temps, beaucoup d'agriculteurs vendent leur production à perte. Le racket s'organise aussi en amont, avec quelques gros fournisseurs de produits phytosanitaires, d'engrais, de semences ou de matériel agricole. Ceux-ci ont fortement augmenté leurs prix.
- Les différents **accords de libre-échange** de l'UE avec d'autres pays ou organisations internationales, qui ont d'autres normes moins contraignantes, accentuent également la concurrence déloyale. On peut citer récemment les accords à venir avec les pays du MERCOSUR (Brésil, Paraguay, Uruguay, Argentine) qui vont pouvoir exporter les produits de leurs fermes-usines (surfaces immenses, avec 2 saisons de récolte), leur viande bovine à très bas prix, en déforestant leurs terres. [Il est pourtant clair que l'agriculture française, excepté les filières haut de gamme, ne pourra pas faire face.](#) Il y a aussi les récents [accords avec la Nouvelle Zélande](#) sur le lait et la viande ovine/bovine. On va multiplier par 5 l'importation de poudre de lait. La Nouvelle Zélande bénéficie d'exploitations gigantesques d'au moins 1000 vaches, qui utilisent des produits phytosanitaires interdits en France. Leur viande transite sur 18 000 km dans des sacs d'azote liquide au fond de cargos pollués. Les produits qui viennent d'autres pays ne sont pas étiquetés et le consommateur français est tenu dans l'ignorance.
- L'agriculture est la monnaie d'échange: **les Allemands peuvent vendre leurs grosses voitures et l'Europe ses avions Airbus détaxés**, en contrepartie des accords agricoles sur le dos des paysans. On importe des denrées qu'on ne veut pas produire sur le sol européen, sans que le consommateur le sache (pas d'étiquette sur la provenance). Leurs produits sont souvent bourrés de produits interdits en Europe, d'antibiotiques, d'hormones de croissance, d'eau de javel, de pesticides, qui mettent la santé des Européens en danger. Par contre, côté européen, les normes sont toujours plus écrasantes.

## **3) L'agenda 2030 de l'ONU**

Derrière la politique de la PAC, il y a **les lobbies de la finance et de l'agro-industrie des multinationales**, qui ne cherchent qu'à maximiser leurs profits. A moyen terme, ils voudraient pouvoir breveter les aliments. Or les produits naturels ne sont pas brevetables. Il s'agit donc de les produire dans les laboratoires avec des procédés brevetables. La maîtrise de l'alimentation permet également d'avoir un contrôle total sur la population. La viande cellulaire artificielle est fabriquée dans un bioréacteur à partir de cellules souches de veaux mises en culture dans des bains de protéines OGM et de produits chimiques. Elles ne contiennent qu'une infime partie des éléments nutritifs de la viande naturelle, sont bourrées de produits chimiques et se développent sur des tumeurs (cellules cancéreuses qui se multiplient à l'infini). Les effets sur la santé humaine sont inconnus.

Les terres en France sont rachetées par les multinationales, une fois le paysan en faillite ou parti à la retraite, pour faire pousser les OGM nécessaires aux laboratoires. Des ONG financées par les gouvernements et des puissances étrangères (Etats Unis) agissent pour imposer des normes écologiques drastiques pour ruiner nos agriculteurs.

### **Conclusion:**

23 exploitations agricoles par jour font faillite en France et un agriculteur se suicide tous les 2 jours. 26% des paysans vivent sous le seuil de pauvreté. Ceux qui s'en sortent sont les grands céréaliers et les grands viticulteurs.

Notre gouvernement devrait avoir le souci de son peuple et de ses intérêts. Il devrait aussi s'assurer qu'en cas de coup dur, son pays puisse continuer de fonctionner en autosuffisance alimentaire. C'est fondamental.

Personne ne vient aider nos agriculteurs. Les jeunes se détournent du métier. L'Etat ne les aide pas à démarrer.

**Nous pensons que contre les adversaires de la paysannerie que sont les distributeurs, les industriels de l'agro-alimentaire, les fermes-usines étrangères et la FNSEA, des solutions existent: [prix plancher des produits](#), encadrement des marges des distributeurs, protectionnisme, révision des aides pour les simplifier et soutenir un modèle plus écologique, révision des critères de commande publique dans les cantines pour favoriser l'agriculture française...** A plus long terme, [l'instauration d'une Sécurité sociale de l'alimentation](#), qui fait petit à petit son chemin et dont les expérimentations locales se multiplient, pourrait constituer un nouveau cadre pour sortir vraiment l'agriculture du marché.

Collectif **NoPassAix**, accédez au site [nopassaix-paca.org](http://nopassaix-paca.org)